Motion du Comité International de la QI suite à l'offensive israélienne contre Gaza

vendredi 27 février 2009, par Quatrième Internationale (Date de rédaction antérieure : 23 février 2009).

La récente offensive conduite par l'armée israélienne contre la Bande de Gaza s'inscrit dans la continuité des politiques sionistes de destruction de la résistance palestinienne. Le dramatique bilan de ces trois semaines de bombardements intenses (plus de 1300 morts et plus de 5000 blessés) est à l'image de la violence de l'armée israélienne, qui a utilisé des armes dévastatrices et s'est rendue coupable de nombreux crimes de guerre.

L'offensive, programmée de longue date, n'avait pas pour objectif de « faire cesser les tirs de roquettes » ou de « faire respecter le cessez-le-feu ». Les tirs de roquettes ont fait moins de 20 victimes en 10 ans tandis que le cessez-le-feu signé entre Israël et le Hamas en juin 2008 n'a jamais été respecté par Israël, qui a maintenu son blocus contre Gaza et assassiné des militants du Hamas en novembre dernier. Dans ces conditions, les Palestinien/nes ont le droit de se défendre et de résister à l'occupation, y compris par la force armée.

Les objectifs israéliens sont tout autres. Il s'agit une fois de plus de signifier à la population palestinienne et aux mouvements de résistance qu'Israël est le seul maître du jeu : il n'y aura de « paix » qu'aux conditions fixées par l'Etat sioniste, c'est-à-dire la négation des droits nationaux des Palestiniens, et quiconque tentera de s'opposer à cette logique s'exposera à la répression sans limite de l'armée israélienne.

Les récents événements le confirment : l'Etat sioniste n'est prêt à tolérer les Palestiniens que dans la mesure où ils renonceront à leurs droits nationaux et accepteront de vivre dans des cantons isolés en Palestine ou dans des camps de réfugiés à l'extérieur. Israël n'est prêt à négocier qu'avec une représentation palestinienne prête à se soumettre à une « paix » non contradictoire avec les objectifs et les intérêts sionistes.

Les pays impérialistes, Union européenne en tête, ont soutenu ouvertement ou implicitement Israël. Les Etats-Unis, dans une période de transition entre deux administrations, n'ont exercé aucune pression pour que l'armée israélienne cesse son offensive. Les Etats de la Ligue Arabe, divisés et soumis pour la plupart à l'impérialisme, n'ont pu adopter de position commune tandis que l'Egypte a de nouveau joué son rôle de partenaire d'Israël et des puissances impérialistes.

Les réactions de condamnation d'Israël et de soutien au peuple palestinien ont néanmoins été nombreuses. Aux quatre coins du monde, des manifestations réunissant des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes, ont eu lieu. Certains Etats, comme le Venezuela ou la Bolivie, ont expulsé les ambassadeurs israéliens. Partout, y compris à l'Assemblée générale de l'ONU, les appels au boycott d'Israël et aux sanctions se multiplient.

La IVe Internationale rappelle son soutien inconditionnel au peuple palestinien en lutte pour la satisfaction de ses droits : droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure ; droit au retour des réfugiés ou à la compensation pour ceux qui le désirent ; droits égaux pour les Palestiniens de 1948. Au-delà, nous réaffirmons ici la nécessité, pour l'émancipation des peuples arabes, du démantèlement de l'Etat sioniste, incarnation d'un projet colonial et raciste au service de

l’impérialisme, et ce au profit d’une solution politique dans laquelle tous les peuples de la Palestine (palestinien et juif israélien) puissent vivre ensemble dans l’égalité totale des droits.

Dans le but d’atteindre cet objectif, l’urgence est au renforcement des mouvements de solidarité avec le peuple palestinien, autour de 5 mots d’ordre fédérateurs et consensuels, y compris dans le mouvement national palestinien : retrait total, immédiat et inconditionnel, de l’armée israélienne, des territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem-Est ; démantèlement de l’ensemble des colonies de peuplement construites depuis 1967 ; destruction du mur de séparation ; libération des 11 000 prisonniers politiques détenus par Israël ; levée immédiate et sans conditions du blocus contre Gaza.

Il convient également d’être particulièrement attentif aux revendications des Palestiniens de 1948, qui revendiquent l’égalité totale des droits avec le libre accès à l’eau et à la terre. Les récentes élections israéliennes et les scores élevés de Liebermann, partisan avéré de l’expulsion des Palestiniens de 1948, font planer un danger majeur sur cette population, auquel le mouvement de solidarité se doit de répondre. Il faut aussi soutenir les Israélien/nes qui luttent contre l’occupation, la guerre et la politique sioniste en générale.

Enfin, il nous semble essentiel d’amplifier la campagne de Boycott-Désinvestissement-Sanction (BDS), initiée en 2003 par plus de 170 ONG, associations et partis palestiniens. Le mot d’ordre du BDS permet de développer le mouvement de solidarité, avec l’objectif de dénoncer les complicités des gouvernements et des grands groupes capitalistes. Les succès actuels et à venir de la campagne BDS peuvent contribuer à affaiblir l’Etat sioniste et créer les conditions d’un renforcement du camp palestinien et anti-impérialiste. Dans cette lutte, il faut combattre simultanément toutes les dérives racistes, antisémites et islamophobe.